

L'innovation et le numérique au Cameroun

L'écosystème camerounais est en phase de démarrage

L'écosystème camerounais est marqué par la création croissante de nouvelles structures d'accompagnement de *start-ups*. Le réseau comporte des incubateurs et des accélérateurs privés (Jokkolabs, Activspaces, Le Boukarou, Silicon mountain, le laboratoire de fabrication numérique « Ongola Fab » de l'Agence universitaire de la francophonie, Ocean Innovation Center à Kribi, Brain Boosters, etc.) et publics, connectés aux réseaux panafricains (Afric innov, Afrilabs, des écoles de codage tels que Genius Center, Ecolia Kid ou MB code, des espaces de *co-working* à l'image d'O Botama ou Easyoffices).

Des groupes privés s'intéressent également à la formation et à l'appui aux *start-ups*. Ainsi, Orange Cameroun, grâce à son programme Orange Fab, accompagne et finance quelques *start-ups*. Les programmes Total Challenge, ou le Lab innovation de Société Générale peuvent également être cités.

Le secteur public camerounais a également créé des incubateurs associés aux universités et grandes écoles publiques (ex. Technopole de l'école Polytechnique de Yaoundé, Sup'ptic Business Academy de l'Ecole nationale supérieure des postes, des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication). Les programmes d'accompagnements proposés font émerger des projets dans différents secteurs d'activité (notamment le e-commerce, la santé, la tech, le sport, l'agriculture et la finance). Et on dénombre quelques *success stories* : Kiro'o games, Gifted Mom, Scolasxtyx, Hilmore Medical, Kiroo rebuntu, Maibeta Inc, Wecashup, etc.

Le système académique camerounais propose à la base une panoplie de formations plus ou moins adaptées au monde professionnel. Ce système a connu des réformes avec l'introduction notamment des TIC comme support d'apprentissage. Des efforts sont mis en œuvre pour fournir une formation de qualité et garantir l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes. De nombreux jeunes sont formés chaque année dans différentes spécialités¹ :

- Ingénierie polytechnique, scientifique et numérique avec 5 000 ingénieurs et 4 800 techniciens supérieurs formés par an,
- Ingénierie minière et extractive dont 300 ingénieurs formés par an,

¹ Source : MINESUP, 2018

- Ingénierie agricole, pastorale, halieutique, sylvicole, environnementale avec 270 diplômés par an,
- Formation médicale (humaine et vétérinaire), pharmaceutique, bucco-dentaire, médico-sanitaire et biomédicale auprès de 6 établissements publics et 44 instituts privés (près de 500 médecins formés par an, 150 médecins dentistes, 5 000 bio-médicaux et médicaux sanitaires par an),
- Ingénierie communicationnelle (600 jeunes formés par an).

Les résultats sont encore limités

Pour autant le Cameroun reste en retard par rapport à d'autres pays d'Afrique. Le niveau des levées de fonds en est une illustration. En 2017, selon le rapport annuel de Partech sur le financement des *start-ups* africaines, le Cameroun arrivait en 10^{ème} position en 2017 loin derrière le Nigéria, le Kenya ou l'Afrique du Sud, au niveau du Rwanda et du Sénégal, parmi les premiers pays francophones. 2,7 M USD avaient été levés par les *start-ups* camerounaises pour trois opérations, des montants qui ne sont pas négligeables pour un réseau embryonnaire, mais encore très faibles à l'échelle de l'innovation en Afrique. La performance du Cameroun n'a pas progressé en 2018, et les retours des différents incubateurs ne permettent pas d'attendre des progrès rapides si l'environnement n'évolue pas.

Les infrastructures sont encore insuffisantes. Le taux de couverture 3 et 4G (environ deux tiers de la population) est un peu au-delà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS). Mais le nombre d'abonnements broadband mobiles, d'utilisateurs d'internet ou de capacité par utilisateur est sensiblement en-deçà des pays les plus avancés sur ce terrain en ASS, Gabon, Ghana (petits pays, certes), mais également Kenya, Nigeria ou Côte d'Ivoire. La capacité par utilisateur est inférieure de moitié à celle de la Côte d'Ivoire, le quart de la moyenne en ASS².

Le démarrage est également freiné par les difficultés liées à l'environnement des affaires. Selon le dernier rapport Doing Business 2019, le Cameroun est classé 166^{ème} sur 190 en recul de trois places par rapport à l'année 2018. Les procédures de création d'entreprise restent complexes, même si des efforts ont été faits sur ce terrain dans la période récente, la fiscalité au démarrage, etc. En effet, le Cameroun a connu des améliorations grâce aux différentes mesures incitatives à l'investissement privé, liées la facilitation de création des entreprises.

La crise anglophone a également freiné le développement et a engendré d'importantes pertes financières pour les *start-ups*. La région la plus dynamique (Silicon mountain) se trouve dans la zone anglophone (Buea, Sud-ouest du Cameroun). Au début de cette période de conflit, les autorités camerounaises avaient bloqué internet pendant près de trois mois ce qui a obligé de

² 2,7 kbit/s par usager, contre 5,9 en Côte d'Ivoire ou 11,2 pour l'Afrique sub-saharienne dans son ensemble (rapport ITU 2018). La situation a peut-être progressé un peu en 2018 avec la mise en service d'un nouveau câble reliant Kribi au Brésil.

nombreuses pousses à se déplacer vers les villes voisines. Selon l'ONG Internet Sans Frontières, la coupure d'internet aurait coûté près de 2,7 M EUR en 60 jours à l'économie camerounaise³.

Quelques pistes pour le développement du secteur

Les pouvoirs publics et le secteur privé mettent en avant plusieurs projets pour améliorer l'environnement et accélérer le développement du secteur.

Les projets du gouvernement :

- Plan stratégique Cameroun numérique 2020, adopté en 2016 : infrastructures, câbles sous-marins à fibre optique, extension du backbone national fibre optique, programme National Broadband Network, boucles optiques urbaines, points d'échange internet. Les résultats sont encore insuffisants, mais des progrès sensibles auraient été réalisés depuis 2014 : progression de l'indice de développement des TIC de 2,03 à 3,85 (données de l'Union Internationale des Télécommunications (ITU)).
- Le plan « émergence 2035 » accorde également une place importante au numérique avec une série d'objectifs – développer l'usage des TIC pour toutes les composantes de la société, le renforcement des compétences numériques des populations et des administrations, l'extension de l'infrastructure des télécoms (avec notamment les investissements prévus avec la Banque mondiale dans le Central African Backbone).
- L'amélioration du fonctionnement de l'opérateur national, CAMTEL, serait une condition nécessaire pour que le secteur rattrape son retard. Le FMI a prévu de réaliser un audit dans le cadre du programme qui pourrait donner des indications pour définir les pistes de progrès.

Le secteur privé :

- Le secteur des télécommunications et des services internet est occupé par un assez grand nombre d'acteurs de qualité et de taille variable, dont la qualité de service est souvent affectée par celle des infrastructures qui dépendent de CAMTEL. Un centre d'appel qui travaille pour des entreprises françaises a dû investir pour assurer lui-même la connexion au backbone national afin d'assurer la fiabilité des connexions. Pour autant, les investissements réalisés par ces différentes entreprises contribuent à améliorer la qualité du réseau.
- Les incubateurs les plus actifs dans le domaine du numérique ont engagé des discussions pour développer les interactions et les événements impliquant les différents acteurs de l'écosystème, et mettre en place une « marque » Cameroun, en s'inspirant de la French Tech, K-mer Tech. Le projet « K-mer Tech » vise à identifier et à accompagner (techniquement et financièrement) les incubateurs et accélérateurs

³ <https://www.jeuneafrique.com/425437/politique/crise-anglophone-cameroun-coupure-dinternet-pese-silicon-mountain/>

implantés au Cameroun pour permettre l'éclosion d'un écosystème de start-ups innovantes.